

municipale s'est accrue de \$3,872,136,780. Les honorables députés d'en face ne font pas de cas d'une balance favorable. Or, je vous le demande, monsieur l'Orateur, si un homme achète plus qu'il ne vend et qu'il continue d'agir ainsi jusqu'à ce que son crédit soit épuisé, qu'arrive-t-il? Tout le monde le sait, et c'est la même chose pour une nation que pour un particulier. On ne peut pas avoir indéfiniment une balance déficitaire et rester solvable, c'est pourquoi je dis que le ministre des Finances mérite des félicitations pour les résultats que révèlent son exposé budgétaire, savoir: une balance favorable de 70 millions pour les onze premiers mois de l'année financière.

Quant au commerce et aux impôts, j'ai ici des chiffres indiquant les recettes des douanes de 1922 à 1930, et je vois que le parti libéral a perçu de plus en plus de droits du public, commençant avec \$71,864,000 en 1922 pour atteindre \$122,122,000 en 1930. L'honorable député de Shelburne-Yarmouth dit que la seule façon d'équilibrer le budget est de rogner les dépenses. Je doute qu'il soit sincère en disant cela, parce que chaque fois que le Gouvernement demande une réduction des dépenses, les honorables députés d'en face s'y opposent. C'est bien beau de parler de réduire les dépenses d'une façon générale, mais lorsque les détails sont soumis à la Chambre et soulèvent une vive opposition, on se rend compte de la sincérité de pareil avis. Les dépenses fédérales ont beaucoup augmenté à cause des frais de secours aux chômeurs, des pensions de vieillesse et le reste. Malgré tout, les honorables députés de l'extrême-gauche nous arrivent aujourd'hui avec un nouveau programme, celui de la Fédération du commonwealth coopératif, qui vise à la socialisation de tout notre régime.

Le peuple ne pourra pas toujours payer. Il est impossible que la moitié du pays fasse vivre l'autre moitié; par conséquent, il faut viser à l'économie. Le sous-amendement se base sur l'inflation monétaire. A différentes reprises on a cité le cas de l'Australie comme un bon exemple de politique d'inflation monétaire. On me permettra de citer les observations de M. Bruce, touchant les étalons monétaires, tels qu'on les trouve dans le rapport de la conférence économique impériale de 1932, comme suit:

Vu ce commerce croissant, personne ne fera meilleur accueil que nous à la stabilité du change, à condition qu'elle apporte avec elle une hausse des prix. Cependant, toute tentative de restaurer la stabilité du change sans qu'il existe un niveau de prix tolérable ne serait qu'une moquerie. Un étalon vraiment international doit de toute nécessité assurer des prix stables, tant en ce qui concerne le lieu que le temps. Par

[M. Porteous.]

cela, je veux dire qu'il nous faut des devises d'un rapport stable sur toute la surface du globe. Nous avons encore bien plus besoin d'une monnaie qui permette à une dette contractée en une année d'être acquittée par un service comparable rendu en une autre année. Si la présente détresse universelle nous enseigne quelque chose de l'art de restaurer ces deux stabilités, nous aurons puisé dans l'adversité une leçon d'une valeur incomparable. Cette restauration n'est peut-être pas aussi difficile que nous le pensons. Il se peut qu'en ce moment même nous entrevoiyons la voie qui y conduit.

Pour terminer, je reconnais que tout ce que l'Australie ou un autre dominion pourrait faire pour résoudre ce grave problème est relativement peu important. Quant à la Grande-Bretagne, cependant, il serait impossible de surestimer l'influence de son exemple. Nous espérons qu'elle déclarera nettement son programme et nous donnera, à nous et au monde entier, la direction qu'elle seule peut donner.

La question de l'inflation monétaire a été habilement traitée par mon honorable ami d'Athabaska (M. Davies). Cependant, il est une chose certaine et c'est que, si nous voulons comme nation, transiger des affaires avec d'autres nations, nous devons avoir une base internationale de change. Nous nous gouvernons nous-mêmes et, par conséquent, la parité de notre devise ne peut pas toujours être établie, à cause du fait qu'elle dépend de notre capacité à payer. Si, comme nation, nous dépensons avec prodigalité et que notre habileté à payer se trouve diminuée, nous devons alors de toute nécessité souffrir d'une balance adverse du change. Le point amusant de cela est que ceux qui ont pris la parole à la Chambre, tous les ans, pour se prononcer contre les tarifs, se lèvent maintenant et proposent un sous-amendement en faveur de l'inflation de notre devise, afin que cela nous donne un avantage dans d'autres marchés et mette en posture désavantageuse les nations faisant du commerce avec nous.

J'arrive maintenant au fonds de stabilisation présenté avec le budget. Les cultivateurs du Canada savent que lorsque la Grande-Bretagne a abandonné l'étalon-or et a ainsi créé un taux de change adverse entre le Canada et la Grande-Bretagne, ils ont vu leur commerce diminuer en ce qui regarde les exportations. Comme preuve de ce fait je puis dire, sans crainte de me tromper, que chacun des membres du Gouvernement a, de temps en temps, reçu des communications des cultivateurs demandant au Gouvernement d'agir dans le but de stabiliser le change entre notre pays et la Grande-Bretagne. Le Gouvernement a décidé que l'inflation était chose dangereuse, mais à ce moment, il a établi un fonds de stabilisation qui accomplit exactement la même chose qu'un inflation de la monnaie, du moins en ce qui regarde notre surplus exportable de produits agricoles. Les prix du surplus expor-